



## DÉLIBÉRATION N° DEL-019-2024

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

**DE LA SÉANCE DU 29 FEVRIER 2024 A 18H30**

*dans la Salle G. RISTÉRUCCI de la Halle au Blé à Altkirch*

**Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,**

Date de la convocation : 23 février 2024

Étaient présents : (58)

Mesdames et Messieurs, Christophe ANTONY, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Anne-Marie BIANCOTTI, Doris BRUGGER, Nathalie BUCHER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Thierry DOLL, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Agnès HARNIST, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Georges HEIM, Jean-Luc HEUDECKER, Fabien ITTY, Bertrand IVAIN, Agnès LORENTZ, Jean MERIGNAC, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Raphaël SCHMIDLIN, Georges SCHOLL, Christophe SENGELIN, Jean-Claude SCHIELIN, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMEIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Antoine ANTONY, Michel LERCH, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (14)

Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER,  
Monsieur Christian GRIENENBERGER a donné procuration à Madame Annick GROELLY,  
Monsieur Eric GUTZWILLER a donné procuration à Monsieur Jean-Luc HEUDECKER,  
Madame Rita HELL a donné procuration à Monsieur Raphaël SCHMIDLIN,  
Monsieur André LEHMES a donné procuration à Monsieur Patrick STEMMEIN,  
Monsieur Clément LIBIS a donné procuration à Monsieur Serge GAISSER,  
Madame Véronique LIDIN a donné procuration à Madame Agnès HARNIST,  
Madame Eliane OSINSKI a donné procuration à Monsieur Jean-Claude SCHIELIN,  
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,  
Madame Fabienne REY a donné procuration à Monsieur Fernand WIEDER,  
Monsieur Fabien SCHOENIG a donné procuration à Madame Céline STEVANOVIC,  
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Monsieur Fabien ITTY,  
Madame Marielle THOMANN a donné procuration à Madame Estelle MIRANDA,  
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration à Monsieur Sylvain GABRIEL.

Étaient excusés sans représentation : (7)

Mesdames et Messieurs Hugues DURAND, Delphine FELLMANN, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, Christian LERDUNG.

Étaient non excusés : (9)

Madame Ginette HELL et Messieurs Bertrand AITA, Pierre BLIND, Bernard BUBENDORF, Yann DILLMANN, Didier LEMAIRE, Philippe RUFI, Hervé WALTER, Jean WEISENHORN.

**DELEGATION DE COMPETENCE PARTIELLE EN MATIERE D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES A LA CEA**Nombre de conseillers

En exercice : 88 – Présents : 58 – Procurations : 14 – Absents : 16 – Exclus : 0

Le Président rappelle qu'en application de la loi dite NOTRe du 7 août 2015 transférant la compétence en matière d'immobilier d'entreprises aux intercommunalités, les Départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin ont mis fin à leurs aides sous formes d'avance sans intérêts (ASI) à compter de 2016.

Cependant, la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise peut être déléguée des EPCI en tout ou partie aux Départements (alinéa 4 de l'article L1511-3 du CGCT), et donc à la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

Dans ce contexte, la CeA a sollicité la Communauté de Communes en vue de procéder à une délégation d'octroi de compétence partielle, qui porterait sur les aides à l'immobilier d'entreprises et plus particulièrement sur la mise en place d'un nouveau dispositif d'avances remboursables en faveur des bâtiments relais via ALSABAIL dans le cadre d'opérations de crédit-bail.

Ces avances sans intérêts seraient attribuées à la société ALSABAIL qui porterait intégralement le risque de l'opération et répercuterait les avantages de ce dispositif sur le coût du crédit-bail de l'entreprise.

Le dispositif permettrait de mobiliser ALSABAIL, société d'économie mixte, créée à l'initiative des 2 départements alsaciens en 1972 et où la CeA détient aujourd'hui 51,54 % du capital, Bpifrance 40,68 % et divers autres actionnaires 7,78 % (dont 6,90 % d'établissements bancaires) pour continuer à développer un outil privilégié au service de l'attractivité des territoires et de l'emploi.

Cette délégation partielle de compétence ne constitue en aucun cas un transfert de la compétence intercommunale « aide à l'immobilier d'entreprise » à la CeA, et permet à l'EPCI délégataire à la fois de préserver les pouvoirs que la loi lui confère dans le domaine de l'aide à l'immobilier d'entreprise et de conserver un contrôle sur la façon dont cette délégation de compétence est mise en œuvre par la CeA.

Les opérations éligibles portent sur la construction ou l'acquisition, par ALSABAIL, de bâtiments pour le compte d'entreprises, indépendamment de leur forme juridique, ou de sociétés civiles immobilières (présentant un actionariat identique à 80 % ou entreprise propriétaire de la SCI), en vue de l'exercice en leur sein d'activité(s) relevant notamment des secteurs suivants : industrie, artisanat, bâtiment et travaux publics, hôtellerie-hébergement, transformation dans les secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire, santé, énergies renouvelables, transports et logistique, recherche ou ingénierie, haute technologie, secteurs tertiaires prestataires de services à l'industrie et dans le domaine de l'économie sociale et solidaire.

Le taux d'intervention global de l'avance (de l'EPCI et de la CeA) s'élève à 30% maximum du coût du projet immobilier éligible. Le coût du projet immobilier comprend les dépenses d'achat de terrain, de viabilisation, de maîtrise d'œuvre, de mission SPS, d'acquisition et construction du bâtiment. Le montant total de l'avance attribuée à ALSABAIL est dans tous les cas de figure partagé entre l'EPCI et la CeA. La clé de répartition des allocations d'avances entre l'EPCI et la CeA sera définie au cas par cas en fonction des projets et des capacités financières de l'EPCI. La CeA fera l'avance de l'intégralité de l'aide en année N et sollicitera la participation de l'EPCI au 31 janvier de l'année N+1.

Lors de la séance du 18 janvier dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

**Le Conseil de la Communauté de Communes,**

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1511-3 et R.1111-1 ;

**VU** l'avis favorable du Bureau du 18 janvier 2024 ;

**Après en avoir délibéré à l'unanimité,**

**APPROUVE** la délégation de compétence partielle à la Collectivité européenne d'Alsace en matière d'aides à l'immobilier d'entreprises, telle qu'exposée ci-dessus par son Président, correspondant au Fonds de soutien à l'investissement immobilier pour les bâtiments relais des entreprises.

**APPROUVE** dans ce cadre le modèle de convention de partenariat à conclure, après instruction des demandes d'aides conformément aux dispositions figurant dans la convention de délégation précitée, avec chaque bénéficiaire, mentionnant les obligations et les engagements respectifs de toutes les parties.

**AUTORISE** son Président à signer cette convention et tous actes s'y rapportant.

Pour extrait conforme

Altkirch, le 1<sup>er</sup> mars 2024

Le Président

Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 7/3/2024
- affiché le 8/3/2024
- publié sur le site internet le 8/3/2024

Monsieur Benoît KENNARD  
Directeur Général des Services  
Secrétaire de séance

A blue ink signature of Monsieur Benoît KENNARD, written in a stylized, cursive manner.